



Compte-rendu de la réunion téléphonique Direction de l'Aude - OS du 24 avril

Pour la direction étaient présents M. Demonet (nouveau directeur) ainsi que M. Maynaud. La réunion téléphonique a duré de 11h15 à 12h55. Nous nous sommes connectés à 10h30 mais la réunion précédente CHS n'était pas terminée. En outre pour laisser plus de temps sans interférence entre réunion, les prochaines ne seront pas programmées l'une à la suite de l'autre.

Voici un résumé.

1 - Plan de continuité d'activité (PCA) de l'Aude.

Etat chiffré :

Aucun suspect covid à la ddfip 11 (voir CR CGT du CHSCT du matin pour plus de détails).

Nous constatons déjà une montée en puissance puisque la direction annonce 31 % (27% à la DGFIP) et des jours allant déjà jusque 40% (sans parler du CDC). Mardi a vu une forte augmentation des effectifs, les chefs de service ayant anticipé une montée en charge dans les SIP au 2ème jour de la campagne.

- à Limoux du 20 au 23 avril, 27%, 40%, 6%, 29%
- à Carcassonne, 18%, 28%, 21% et 25%
- à Narbonne, 19%, 24%, 16% et 22%.

Il semble que les usagers utilisent la période de confinement en se connectant plus massivement que l'année dernière : dans l'Aude, 15000 télédéclarations contre 9000 l'année dernière.

A la demande des OS depuis le début d'avoir un état service par service, le directeur botte pour l'instant en touche pourtant des départements le font et la DG elle même le fait dans les réunion OS DG presque tous les jours. Le directeur va se renseigner ...

Le directeur nous fait une sortie sur « les collègues qui ne sont pas dans le PCA n'ont pas à venir ; des agents seraient venus au travail sans être dans le PCA ». Oui mais !! petit problème Monsieur le Directeur, comme nous l'avons déjà signalé, des agents ne savent pas pourquoi ils ne sont pas dans le PCA, aucune explication rationnelle leur est donnée, leurs métiers ce sont des missions prioritaires mais ils en sont exclus quand même ... et d'autres agents sont là tous les jours !!! La direction répond qu'elle n'est pas au courant, que les chefs de service ne leur disent pas cela, qu'il lui faut des cas précis pour les résoudre ... Nous répondons que la direction est déjà au courant de plusieurs cas (par mail) ... qu'elle s'applique donc déjà à les résoudre alors qu'elle ne le

fait pas. En outre la CGT n'est pas responsable des distorsions entre hiérarchie locale et départementale, la CGT ne regarde que les injustices que subissent les agents et elles doivent être solutionnées d'où que vienne le problème !

Le travail doit être partagé ! Il doit y avoir un « roulement du roulement dans le PCA », la direction ira vers de nombreux contentieux notamment sur les RTT voire sur les « primes covid 19 » si ce n'était pas le cas. La direction convient qu'elle examinera les cas moyennant preuves ; assurez-vous donc d'avoir un échange mail avec votre chef de service prouvant que vous avez voulu entrer dans le PCA à telle date mais que cela vous a été refusé.

La CGT combattra toutes les injustices et défendra tous les agents, chaque dossier qui lui sera porté.

Campagne IR :

Le directeur DDFIP11 avait dit à la précédente réunion que s'il fallait délaissier une mission ce serait le téléphone dans les SIP et privilégier le E-contacts.

Ce qui rentre en contradiction avec la réunion téléphonique nationale OS-DG. En effet, la DG affirme qu'au plus la DGFIP sera en capacité de répondre à distance, moins on retrouvera de contribuables devant les grilles pendant le confinement mais aussi après le 11 mai. L'accueil téléphonique « doit donc monter en puissance quitte à décaler de quelques jours les réponses aux mails, car souvent les contribuables qui appellent sont les moins à l'aise avec la dématérialisation ».

La DG a en effet eu connaissance d'une « agressivité de certains contribuables devant des centres des finances publiques fermés ». Elle dit qu'elle sera vigilante sur ce sujet, et confirme qu'il faut continuer à faire comprendre aux usagers qu'il ne faut pas se déplacer.

Le mieux n'aurait-il pas été de décaler la campagne de plus que d'une semaine ! Notre directeur local convient donc qu'il faudra gérer les deux (téléphones et mails) mais espère qu'une bonne communication sur le 0800 (CDC) permettra moins de tensions sur les appels dans les centres des finances publiques

Centre de contact.

Rappel de nos revendications :

Sur les autres sites nous revendiquons le même niveau de matériel et dispositions qu'au CDC. Pour le CDC nous revendiquons donc :

- un taux de présence quotidiennement inférieur à 50 % de la présence normale;
- plus de télétravailleurs y compris par VPN;
- des mises à disposition de masques ou équivalents;
- du produit de nettoyage pour les passages aux toilettes;
- Une augmentation (doublement au moins) du temps de nettoyage par la société de ménage;
- du matériel "barrière" dans la salle commune qu'est la salle syndicale.

Pendant la réunion CHS-CT le médecin va dans le sens des revendications CGT et agents du CDC :

mise à disposition de masques, de visières (pour le téléphone ou les discussions entre agents et avec les « superviseurs », organisation collective, nettoyage augmenté notamment des espaces communs (mais nous n'aurons pas de réponses à ce sujet).

Après débats (...), il semble que du produit soit mis à disposition pour les rabats de cuvettes également. La direction dit oui pour la salle syndicale, annonce 9 PC portables en plus pour 2 agents en non présents actuellement et 6 en présentiel actuellement, 2 agents sont sortis du présentsiels, 1 RQTH revient mais son poste nomade est donné à un agent ; au total une diminution de 7 agents est obtenue. Pourtant avec par exemple un plateau qui monte à 12 agents sans compter (les bureaux de l'étage) et avec des marguerites (« espacées ») à 4 agents, c'est toujours trop à notre avis.

La CGT a dit de mettre en application immédiate les mesures annoncées, de continuer à baisser le présentiel grâce au travail à distance, le tout indissociablement combiné aux mesures minimales sanitaires et de protection demandées. La CGT ne lève donc pas son droit d'alerte.

En outre le calcul du directeur et du responsable CDC est fait hors présence des cadres qui de leur aveu sont très présents. Le directeur dit « qu'il va les intégrer dans la réflexion » ; oui en effet, il n'y a pas de raison particulière (? sauf à définir) à ce que les cadres (4) soient présents à 100% dans les locaux. **La DGFIP ne doit pas devenir un foyer de contamination !**

2 – Congés, RTT, repas ...

Voir plus haut aussi concernant les RTT...

L'UFSE-CGT avec la FDSP-CGT, la FDSAS-CGT et la confédération CGT vont engager un recours au Conseil d'Etat (référé suspension et requête au fond) contre l'ordonnance no 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat. Une note cadre aurait été reçue vendredi 24 à la DG et les directeurs attendent des consignes lundi 27 avril.

Le directeur attend de voir ce qui est expliqué par la note, si tout n'est pas couvert concernant les modalités de « vol de RTT », le directeur précise qu'il faudra en discuter y compris au cas par cas ... !

Concernant les jours RTT/Congés, rappelons que

c'est la totale ! Contrairement à ce que nous a dit notre direction (voir compte-rendu du 10 avril), tous les agents auront des retrait d'artt ou congés : 10 au total qui seront diminués au prorata des jours de présences (calcul en 2 périodes, voir les détails du décret) ; quant aux télétravailleurs ce sera sur une base de 5 jours.

Un décret du 07/04 vient de sortir pour la prise en charge des **frais de repas** dus à la fermeture des restaurations collectives. Ceci est le résultat d'une demande de la CGT fonction publique. **Voir dernières infos locales à ce sujet dans le compte-rendu CHS-CT de la CGT.**

3 – Nettoyage, protections...

Sur la cité administrative : des produits sont apparus à l'espace fumoir mais toujours rien à la machine à café ou dans les espaces communs, sur les plateaux, pour les toilettes, etc (voir CDC), un mail Cgt va à nouveau être fait à la direction, le dernier avant mise en action ...

La CGT se battra et prendra toutes les initiatives possibles pour défendre la santé des agents.

La CGT Finances Publiques 11 attire l'attention des collègues à ne se laisser faire en aucune circonstance malgré la situation. Nous n'oublierons pas la gestion tardive de la crise sanitaire et les fiascos en cours, ni les revendications de la santé encore cet hiver et leur banderole qui disait « L'Etat compte les sous, bientôt on va compter les morts ! ».

De manière plus générale, le gouvernement Macron/Philippe et l'oligarchie financière (les monopoles) entendent nous faire payer. Nous ne paierons pas ! Et nous devons nous préparer à une nouvelle offensive contre les travailleurs tandis que le covid 19 a été le déclencheur d'un nouveau pic de crise du capitalisme déjà annoncé depuis cet automne comme pire que celui de 2008 ! Dès maintenant le vote de « l'état d'urgence sanitaire » remet en cause nos droits y compris à la dgfip et des centaines de milliards sont versés aux entreprises ; le déconfinement du 11 mai est clairement envisagé pour faire repartir l'économie et les profits dans la concurrence internationale, la réouverture des établissements scolaires dans des situations hallucinantes est ouvertement destinée à libérer les travailleurs qui devront aller dans les entreprises ... en attendant des gardes à vue ont lieu à cause de banderoles « aux fenêtres », le droit de grève est limité, le droit de « retrait » menacé, certains travailleurs désignés comme « héros » pour mieux stigmatiser ceux qui demandent des blouses, des masques, des tests, des respirateurs, des lits, des moyens car les héros « ça ne demandent rien !! » ... **Bref préparons notre contre-offensive !**

Fabrice Coucuron (co-secrétaire) pour la CGT DDFIP 11

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11

Beaucoup de nos militants sont malheureusement confinés envoyez des mails à la fois à cgt.ddfip11@gmail.com en plus de cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

Site de la section de l'Aude: <http://www.dgfp.cgt.fr/11/>